

Social. Une délégation syndicale a manifesté son désaccord sur la fusion entre le Trésor public et les Impôt en remettant à la direction la plaquette d'information.
Retour illico à l'envoyeur

Après le 19 mars, des initiatives tous azimuts... photos, articles de presse, courriers, pétitions ! Si à la DGFIP, la période actuelle est fortement marquée par les réunions de propagande et grands-messes organisées par les Directions locales, les sections syndicales et les agents des départements ne sont pas dupes. Ils ont largement répondu « présent » par des boycotts, par des interventions en séance, par des pétitions, motions et des retours de brochures. D'autres actions se multiplient au fil des visites officielles et des nouvelles annonces de transferts et de suppressions d'emplois.

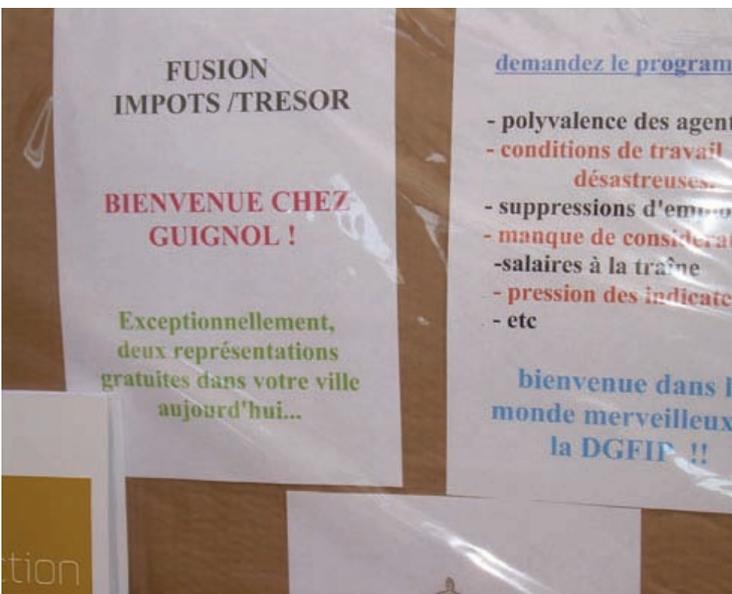


Quelques clichés de la grand messe de Dordogne sur le site de Bergerac bien perturbée par la CGT avec entre autres la DSF sous notre banderole.



BELFORT : Présence des 28 emplois supprimés sur le département depuis 4 ans

WORLD TRADE CENTER
23/03/2009



BOURG-EN-BRESSE (AIN) : Comité d'accueil

MARSEILLE : Comité d'accueil



Intervention dans le Nord



METZ (Moselle)



Sarko à Châtelleraut



A METZ : Comité d'accueil Santini



Paris-Centre

Actions

01 - Ain

Appel au boycott, faible participation (30).

Appel au boycott des "réunions Tupperware".

06 - Alpes-Maritimes

Action accueil/secteur sur Nice Cadeï.

Salle à moitié vide, remise des plaquettes.

09 - Ariège

Appel unitaire au boycott des réunions de propagande.

A.G CGT Impôts/Trésor : prépa du 1^{er} mai et suites.

11 - Aude

Narbonne : distribution de tracts à l'entrée, très bon accueil sauf du TPG ! Lecture d'une motion applaudie par les agents puis sortie des participants. Réaction du TPG assez violente et injurieuse. Présence de la presse locale. Reconduction de l'action le 27 et le 30.

13 - CSI Marseille

Boycott du CTPS et dépôt d'une pétition signifiant le boycott de la grand messe (96 signatures sur 152 agents).

13 - Bouches-du-Rhône

Rassemblement - Boycott - Conférence de presse.

14 - Calvados

1 seul agent présent dans le bus affrété pour se rendre de Falaise à Lisieux pour la grand messe. Pétition signée massivement.

17 - Charente-Maritime

Plaquettes direction poubelle dans des sacs biodégradables.

18 - Cher

Devant l'attitude du DSF estimant impertinentes les interventions, les agents DGI et DGCP ont boycotté le pot dit convivial

22 - Côtes-d'Armor

Remise des plaquettes, pétition signée par 80 % des agents.

24 - Dordogne

Comité d'accueil, présence France 3 et médias locaux, remise des plaquettes, piquenique improvisé devant la salle.

25 - Doubs

Appel au boycott sur tous les sites.

27 - Eure

Les agents ont quitté la séance devant le manque de réponses.

29 - Finistère

Remise pétition (environ 400 signatures) et plaquettes.

31 - Haute-Garonne

150 agents devant la DSF pour remettre les plaquettes.

Distribution de tracts sur les marchés - Retour à « l'envoyeur » des plaquettes .

32 - Gers

Menaces de retenues pour service non fait.

Boycott de la réunion sur le DLU compte-tenu de l'attitude méprisante du DSF lors de précédents GT.

33 - Gironde

Après la première grand messe (avec déclaration, dépôt des plaquettes et des péti-

tions), appel intersyndical à boycotter les suivantes

35 - Ille-et-Vilaine

Après échanges orageux entre OS et TPG/DSF les 3/4 des agents ont quitté la salle.

36 - Indre

Accueil "chaleureux" du ministre Woerth à l'HDF de Châteauroux.

37 - Indre-et-Loire

Grands messes avec déclaration, dépôt des plaquettes, pétitions et à l'issue de quoi : des départs...

38 - Isère

Distribution de tracts - Remise des pétitions - Interventions et boycott.

39 - Jura

Boycott 1^{ère} séance CTPD, participation à la 2^{ème} avec présence d'agents, remise des plaquettes.

41 - Loir-et-Cher

Large boycott, remise des plaquettes.

44 - Loire-Atlantique

Non aux suppressions d'emploi : Ancenis en grève.

Accueil "chaleureux" du ministre Woerth à l'HDF de Nantes.

45 - Loiret

Organisation du retour des plaquettes directement à Bercy.

48 - Lozère

Remise des plaquettes et d'une pétition avec 75 % de signatures à l'occasion du CTPD.

50 - Manche

Boycott CAP L sur mise en place SIP de St Lô.

54 - Meurthe-et-Moselle

Lettre ouverte au TPG et au DSF - Remise des plaquettes-Dircofi Est - Tract boycott grandes messes et appel 1^{er} mai.

56 - Morbihan

Comité d'accueil à l'entrée, articles presse locale, distribution de tracts lors de la JPO destinée aux étudiants.

57 - Moselle

Dépôt de 350 plaquettes en début de CAP L.

Comité d'accueil de A.SAN-TINI à Metz - Accueil en fanfare des participants à la 1^{ère} réunion de propagande programmée sur le secteur de Metz.- Appel au boycott.

59 - Nord-Lille

« Kinépolis.-le bide de l'année !! ». Interventions lors des grands messes, remise des brochures et boycott.

60 - Oise

Distribution de tracts, sifflets et huées pendant le film, remise des plaquettes, lecture d'une motion intersyndicale.

61 - Orne

Pétition signée par 75 % des agents, retour poubelle pour les plaquettes.

64 - Pyrénées-Atlantiques

"Grand messe", présence ac-

Actions

tive, interpellation de la Direction avec lecture de motion, remise des plaquettes et retour dans les postes et services. Coupures d'électricité par des agents EDF en grève pendant la projection du film.

66 - Pyrénées-Orientales

Boycott - Collecte des plaquettes - Pétitions

Dépôt des plaquettes au pied de la tribune.

67 - Bas-Rhin

Le DSF a fait fermer les CDI pour obliger les agents à participer. Pour manifester leur écoeurlement, les agents ont retourné les plaquettes individuellement en recommandé.

69 - Rhône

Le site de Villefranche a été fermé au pulic par arrêté du Préfet, dépôt des plaquettes.

70 - Haute-Saône

Refus de prise de parole par le duo DSF/TPG, expression auprès des journalistes présents.

Grand messe organisée à Vesoul - salle Parisot - ça ne s'invente pas. Banderole "brochures DGFIP 70 = 1 emploi" en rapport avec le coût des brochures du département estimé à 25000 €.

71 - Saône-et-Loire

"Intrusion pacifique" au pot d'inauguration de la Paierie départementale en présence du Préfet ; à Macon les agents ont participé à l'inauguration du SIP vêtus de noir.

72 - Sarthe

Après projection du film, 2/3 des agents ont quitté la salle.

Huées et éclats de rire: ce

n'est pas sérieux pour une grand messe. IP en faction pour protéger le buffet. 2/3 des agents ont quitté la salle après le 1^{ère} partie. Intervention étudiants, professeurs/chercheurs, salariés du CNRS à chacune des 3 séances (applaudissements).

73 - Savoie

Collecte des plaquettes, un premier retour a été fait avant la grand messe.

79 - Deux-Sèvres

Boycott - Pétitions - Retour brochure.

80 - CSI Amiens

Plaquettes remises à la direction en audience.

81 - Tarn

Le DSF a estimé "nulles et non avenues" les déclarations de représentants syndicaux.

85 - Vendée

Fermeture de l'HDI des Herbiers par le DSF.

86 - Vienne

Comité d'accueil pour la visite de SARKOZY à CHATELLE-RAULT- A POITIERS, boycott des grands messes et retour des brochures - HMI.

87 - Haute-Vienne

Pétition signée par 2/3 des agents, remise des plaquettes dans une poubelle de recyclage.

89 - Yonne

Intervention en séance. Remise des plaquettes.

90 - Territoire-de-Belfort
28 sièges décorés dans la salle de la grand messe pour rappeler les suppressions d'emplois.

2A - Corse-du-Sud

Suite à réunion d'information Impôt-Trésor, décision unanime des agents de boycotter la grand-messe.

2B - Haute-Corse

Remise des plaquettes, lecture de motion lors de la grand messe en présence de France 3 et Corse matin.

La Réunion

Pétition et appel au boycott des grands-messes.

75 - Paris

Forte présence militante pour distribution de tracts, des dizaines d'agents sont venues remettre la plaquette.

75 - Paris-Centre

Autorisations d'absence syndicales refusées, diffusion d'un tract dénonçant l'attitude de la Direction et intitulé "*à la réunion syndicale tu ne saurais aller, à la grand messe tu devrais assister*"

92 - Hauts-de-Seine

Jeudi 23, délégation CGT chez le Préfet et rassemblement devant la Préfecture à Nanterre. Mardi 28 - journée d'action hospitalière : un rassemblement devant l'hôpital de Nanterre dès 14h - Jeudi 30 - manifestation unitaire salariés/étudiants de 12 h à 14 h de la faculté Paris X à la Préfecture.

94 - Val-de-Marne

Distribution de tracts devant la

préfecture (réunions fusion) et boycott.

95 - Val-d'Oise

Grand messe à Cergy, remise d'une pétition avec 800 signatures.

Haute-Garonne (Toulouse) La Dépêche du Midi

Publié le 03/04/2009 10:11 | Hugo Clément

Services fiscaux : la colère monte

Social. 150 agents du Trésor se sont réunis hier devant la direction départementale.

zoom



Les conséquences de la fusion passent mal.

» expliquait Christian Terranche, délégué de l'union syndicale solidaire (majoritaire). Plus généralement, les manifestants dénonçaient leur perte de pouvoir d'achat ces dernières années. « Sur quatre ans, on a perdu l'équivalent d'un mois de salaire, c'est beaucoup » précisait Michaël Casas de la CGT. Mais la colère se concentrait surtout sur le refus de la direction d'entendre les protestations.

Des plaquettes d'explication sur la réforme, destinées aux agents, ont été dispersées dans le hall. Dans le même temps, une délégation syndicale exposait les revendications au directeur départemental des services fiscaux, Jean-Marc Ferrali. « Je vais faire remonter les demandes des agents à Paris, je ne peux rien faire au niveau local » expliquait celui-ci.

La colère était perceptible chez les 150 agents du Trésor et des impôts de Haute-Garonne qui se sont réunis hier midi devant la direction des services fiscaux, rue des Lois. Les motivations de ce rassemblement étaient très nombreuses. Il s'agissait tout d'abord pour les agents de protester contre les conséquences de la fusion entre la direction générale des impôts et la direction générale du Trésor public, désormais réunies en une seule administration, la direction générale des finances publiques (DGFIP). « L'objectif non avoué de cette fusion, c'est de détruire le service public en supprimant des emplois. Pour 2009, nous perdons 2300 postes nationalement, ce qui nuit également aux usagers

Ci-joint article du télégramme suite à notre action au cinéville sur les réunions fusion à Vannes (Morbihan)

Manifestation contre la fusion à Vannes

Répondant à l'appel de l'intersyndicale (CGT-FO-SNUJ), les agents du trésor public et de la direction des services fiscaux ont manifesté, hier matin, au Cinéville, à Vannes, où se tenait une réunion d'information sur la déclinaison locale de la fusion entre la direction générale des impôts et la direction générale de la comptabilité publique.

« Cette fusion se déroule dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, commente l'intersyndicale. C'est fait à l'emporte-pièce et notre crainte c'est que ce soit le contribuable qui paye les pots cassés alors que cette réforme est, soi-disant, faite pour améliorer le service au contribuable ».

La crainte de suppressions d'emplois
Les syndicats craignent des suppressions d'emplois : «Vingt emplois dans le Morbihan



Les agents du Trésor et des impôts ont manifesté devant le Cinéville, à Vannes, où se tenait une réunion d'information sur la fusion des deux administrations.

en 2009 ! Depuis 2005, il y a eu 80 suppressions d'emplois dans le département dans les deux administrations ».

Pour manifester leur désaccord, les agents ont rendu à leurs directions les brochures vantant la fusion qui venaient de leur être dis-

tribuées... Ils ont déposé le tout dans des sacs poubelles ! Une partie du personnel a, ensuite, quitté la salle.

Finances publiques. La hiérarchie « invite » les agents des Impôts et du Trésor des Bouches-du-Rhône à une réunion d'information sur la fusion des deux administrations.

Les agents boudent la « grande messe »

■ Jeudi dernier, dans la salle du Septier à Salon, le directeur des Services fiscaux et le Trésorier payeur général organisaient une réunion à l'attention des agents sur le lancement de « la direction des finances publiques ». Chargées de l'accueil, madame Guillouet, adjointe au trésorier payeur et madame Hérou-Desbiolles, directrice départementale des services fiscaux.

Avant la projection de la vidéo du discours de Monsieur Parini (Directeur Général des Finances Publiques), vantant les bienfaits et les avantages de la fusion entre les Impôts et le Trésor Public, Monsieur Cano (directeur départemental) laissait la parole aux représentants syndicaux venus en délégation.

Tour à tour, Damien Perrot de SUD et Patrice Santelli de la CGT ont dénoncé ces présentations réunions de présentation et de concertation.

« Ces réunions ne visent qu'à associer les agents au lancement de l'administration fusionnée comme si il s'agissait de quelque chose de positif pour eux et pour les usagers. »

Les représentants syndicaux condamnent ces choix qui ne feraient que supprimer des emplois

« Polyvalence, polyvalence ne sont que l'oubliage de la perte de qualification résultant de l'obligation de passer au plus pressé dans un contexte de suppressions massives de postes. Il en résulte la dégradation non seulement



L'intervention des représentants syndicaux SUD et CGT.

des conditions de travail des agents, mais aussi du service rendu à la population. » D'ailleurs, Patrice Santelli annonce la fermeture de la trésorerie d'Eygalières pour 2010, conséquence de cette fusion.

Attentes immédiatement écartées par mesdames Guillouet et Hérou-Desbiolles. « Éviter de fermer jamais, c'est un service de proximité. » Pour elles, la fusion n'est ni synonyme, ni cause de suppression d'emploi.

Ce ne serait « qu'un transfert du Trésor au centre des Impôts, un regroupement des missions et des métiers. » La messe est dite, mais peu d'agents pour l'entendre.

1000000000

La Marseillaise
15/04/2009

Fusion mal vécue

Dans le cadre de la réforme générale des politiques publiques, les impôts et les trésoreries générales ont commencé à regrouper leurs services. Le but est de parvenir à une fusion, à l'instar du mouvement suivi à travers la France, notamment en Meuse et dans les Vosges. Hier, cette fusion était célébrée au Technopôle de Metz, dans les locaux de l'Esidéc, par les directions, les cadres et une partie des salariés des deux organismes. Mais, à l'appel des syndicats SNUI et CGT, plusieurs dizaines d'agents ont perturbé cette cérémonie, avant de déployer une banderole à l'extérieur. Car les personnels, dans une forte proportion, semblent vivre mal cette fusion engagée. « Nous ne sommes pas contre le fait d'être sous le même toit, explique l'un d'entre eux, mais c'est la casse du service public. Les files d'attente vont s'allonger pour les usagers », car ce regroupement s'accompagne d'une fonte régulière des effectifs.

Venus de Thionville, Hayange, Château-Salins ou Forbach, ils ont répété aussi leur hostilité à la fin de la distinction entre contrôleur et recouvreur (existante depuis Napoléon) et surtout à la disparition des petites trésoreries, comme celles de Puttelange, Vic-sur-Seille, Morhange ou Volmunster, remplacées par des permanences. Et redit leur credo : avec des effectifs suffisants, les services des impôts seraient capables de recouvrer 54 M€ de fraude fiscale pour la seule Moselle.

Aujourd'hui, à la préfecture, ils devraient manifester durant la visite d'André Santini, ministre de la Fonction publique.

■ SOCIAL hier au technopôle

Impôts-Trésor : un « mariage » contesté



C'est la casse du service public avec des dommages collatéraux énormes, scandent les manifestants.

Une manifestation et des banderoles syndicales au Technopôle de Metz, c'est plutôt rare. Hier après-midi, les deux directions des Impôts et du Trésor ont célébré, à l'Esidéc, leurs noces communes. Concrètement, il s'agissait d'entériner la fusion départementale des deux organismes, inscrite dans un mouvement national et programmée par la RGPP, Réforme générale des politiques publiques. Celle-ci ne devrait pas être complète avant 2011 en Moselle, l'heure est d'abord au regroupement des services. Mais elle est déjà en vigueur dans des départements où les effectifs concernés sont moindres, comme les Vosges ou la Meuse.

Hier, les deux directions ont donc finalisé la convergence des services. Une « grand-messe » à laquelle la presse n'était pas invitée. En revanche, deux syndicats des Impôts et du Trésor ont réussi à mobiliser leurs troupes en début d'après-midi devant ce même bâtiment. Histoire de rappeler l'opposition d'une forte partie du personnel à ce mariage.

« On vend ça comme une belle union alors que c'est une union forcée, explique Philippe, un syndicaliste. Nous, on est là pour dire stop à la casse du service public. On parle de faciliter la vie des usagers mais on va en-

core allonger les files d'attente ». « Nous ne sommes pas contre le principe d'être sous le même toit. Mais cela s'accompagne d'une fonte des budgets et des effectifs », renchérit Jean-François. Exemples à l'appui : les Impôts auraient perdu entre 280 et 300 postes sur un millier, ces dernières années, tandis que la perte est de 120 agents, sur 720, au Trésor. Cette fonte d'effectifs se traduit selon les syndicats par des conséquences fiscales pour les contribuables. Christian est catégorique : « Au niveau national, la fraude fiscale serait de 40 à 50 milliards d'euros. En Moselle, on en a trouvé 54 M€. On ne pourra pas les recouvrer faute de personnel, c'est une injustice fiscale énorme, on ne peut plus aller chercher la vraie fraude où elle se trouve, on se retrouve à matraquer des secteurs de la population, toujours les mêmes », pour faire du chiffre. Dans la foulée, les syndicalistes s'élèvent aussi contre la fermeture des petites trésoreries, comme celles de Volmunster, Puttelange, Vic-sur-Seille, Morhange...

Le prochain rendez-vous est pour aujourd'hui, avec la venue du ministre de la Fonction publique, André Santini, à la préfecture de Metz. « Et ça n'est pas fini ! » annoncent-ils.

O. J.

Social. Une délégation syndicale a manifesté son désaccord sur la fusion entre le Trésor public et les Impôt en remettant à la direction la plaquette d'information.

Retour illico à l'envoyeur

■ Le scénario s'est déjà produit à Arles, à Salon de Provence et à Aix en Provence. Il s'est répété hier à la mairie de Martigues. En effet, la réunion qui se tenait dans la salle de conférence pour annoncer la fusion du Trésor Public et des Impôts au sein d'une seule entité, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP), a été boycottée par la très grande majorité des agents des Impôts de la ville. Une délégation composée de Patrice Santelli, Virginie Mosa, Christine Matheron (CGT) et Damien Perrot (du Syndicat National Unifié des Impôts) s'est invitée à la réunion et a remis à la Direction des Finances Publiques les plaquettes distribuées aux fonctionnaires pour leur expliquer les raisons de cette fusion.

« Une mystification »

En marge de la réunion la délégation syndicale a tenu à expliquer les raisons de ce geste symbolique de « retour illico à l'envoyeur » d'un document jugé à plusieurs titres « mystificateur ».

« Cette fusion, c'est le pôle emploi appliqué aux administrations d'État » explique Patrice Santelli. Et d'ajouter : « Sous prétexte de réaliser des économies, cette fusion s'est soldée à Martigues par la suppression d'un poste aux Impôts et d'un autre à la fiscalité professionnelle. Le gouvernement prévoit 130 000 suppressions de postes sur le plan national. Actuellement, il existe une Direction des Impôts à Aix en Provence, une Direction du Trésor et des Impôts à Marseille. Il est prévu de les faire fusionner en une seule à Marseille ». Les représentants syndicaux ont voulu ainsi dénoncer « la mystification de ces fusions qui, avec des termes am-



Une délégation syndicale a remis hier à la direction les plaquettes éditées massivement par le ministère à cette occasion alors que se tenait dans la salle de conférence de la mairie une réunion d'informations sur la Direction générale des finances publiques, produit de la fusion entre le Trésor public et les Impôts.

poulés évoquant la polyvalence et la polycompétence, n'ont d'autres objectifs que d'enrober la perte de qualifications résultant de l'obligation de parer au plus pressé ».

Détérioration des services d'accueil du public

Pour les représentants syndicaux, cette fusion va également avoir pour conséquence une détérioration des services rendus au public. « Au service fusionné de Salon, nous allons devoir recevoir et répondre aux questions relatives à l'ensemble des impôts de 164 000 habitants et

même de centaines de milliers d'habitants en ce qui concerne le service de l'enregistrement dont la compétence s'étend à Martigues et Istres. Pour autant, le nombre d'emplois permanents chargé du service d'accueil est réduit à sa plus simple expression puisqu'il est prévu de maintenir exactement le même nombre d'agents qui est aujourd'hui insuffisant (1 B et 1 C) alors que le nombre de contribuables va forcément connaître une augmentation importante ». Quant à la soit disant « communauté de travail », argument avancé pour justifier la création de

cette nouvelle administration, les syndicats y voient encore une mystification car « les directeurs ont reçu des indemnités et primes pour faire passer cette fusion (...) La vérité est que les agents connaissent depuis des années une baisse de leur pouvoir d'achat et qu'il ne peuvent obtenir un rattrapage que s'ils ont la chance d'obtenir une promotion puisque les augmentations générales sont dérisoires depuis des années et que le gouvernement veut au contraire s'engager dans l'individualisation des salaires ».

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL BAN

La Marseillaise
16/04/2009

L'Ille-et-Vilaine en bref

Des syndicats en colère aux Impôts à Rennes

L'intersyndicale Snadgi-CGT, SNT-CGT, Snui-Sud du Trésor, FO-DGFIP et CFDT Finances Publiques, conduit divers mouvements sociaux au sein de l'administration des impôts.

En effet, après les grèves des 29 janvier et 19 mars, les agents des Finances publiques tiennent à « réaffirmer leurs revendications en matière de services publics, d'emplois, de conditions de travail et de rémunérations, à l'occasion des réunions

de communications initiées sur l'ensemble du territoire et animées par les trésoriers payeurs généraux et les directeurs des services fiscaux ».

Dans ce contexte, les agents des directions du Trésor et des Impôts exprimeront leur désaccord avec les politiques en cours mercredi 1^{er} avril et vendredi 3 avril à partir de 9 h à l'agro Campus de Rennes, 65, rue de Saint-Brieuc, à Rennes.

Ancenis (Loire-Atlantique)

Trésorerie : deuxième jour de grève aujourd'hui

Le Trésor public d'Ancenis est fermé depuis hier. Le personnel gréviste réclame des créations de poste quand la direction régionale envisage d'en supprimer.

Du jamais vu en pays d'Ancenis ! La Trésorerie est en grève, à l'appel de l'intersyndicale CFDT-FO-CGT-Sud. Les grévistes réclament trois créations de poste. Depuis que la Trésorerie d'Ancenis a absorbé celles de Varades, Riaillé et Saint-Mars-la-Jaille, les employés d'Ancenis ont du travail supplémentaire, alors qu'aucun poste n'a été créé.

Par ailleurs, un inspecteur et trois agents actuellement en poste à la Trésorerie d'Ancenis partiront le 1^{er} avril vers le SIP, Service impôts des particuliers. Dans le cadre de la fusion Trésor-Impôts, les impôts des particuliers ne seront plus traités par la trésorerie mais par le SIP à compter de cette date. Mais selon les grévistes, « ces départs vont aggraver la situation. Seuls deux agents s'occupaient des impôts des particuliers. Or trois agents partent. »

Actuellement, 19 personnes sont en poste à la Trésorerie d'Ancenis : 16 agents soit 14,6 équivalent temps plein et 3 cadres A. Après la grève nationale du 29 janvier et l'importante mobilisation du personnel, un agent supplémentaire vient d'être muté provisoirement à Ancenis et une équipe de renfort de 5 personnes a été envoyée. « Si la trésorerie payeur générale, -ndlr : direction régionale -, nous a envoyé du renfort, c'est qu'elle reconnaît implicitement que l'on a des problèmes de personnel », estime une gréviste.

Pour des créations de postes

Les trésoreries sont dans l'obligation de traiter les comptes de gestion pour le 15 mars, « nous n'aurions pas pu y parvenir, c'est pourquoi la direction



Personnel de la trésorerie d'Ancenis, représentants syndicaux et maire de Mésanger réunis pour réclamer la création de trois postes.

régionale nous a envoyé du renfort » poursuit-elle. Trois personnes sont actuellement à la trésorerie d'Ancenis pour épauler les salariés, mais « nous ne savons pas si elles seront toujours à nos côtés le mois prochain. De la même façon, l'agent muté est en surnombre, c'est temporaire. C'est pourquoi nous réclamons des

créations de poste. Actuellement, on ne peut pas s'organiser. »

Jean-Yves Clouet, maire de Mésanger au côté des grévistes hier, souligne que « la trésorerie est un élément essentiel du pays ». La Trésorerie d'Ancenis a aujourd'hui 180 budgets en charge, dont celui de l'hôpital et de trois maisons de retraite. Elle

traite aussi le recouvrement des recettes communales comme le transport scolaire ou les cantines.

Contactée par téléphone, en l'absence du directeur de la Trésorerie d'Ancenis, son adjointe n'a pas souhaité réagir.

Christelle GÉRAND.

Depuis le projet de réforme lancée par le gouvernement destiné à fusionner la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale de la Comptabilité Publique, les agents concernés s'inquiètent de l'apparition d'un guichet unique sous la tutelle de la nouvelle DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques), créée en avril 2008. En effet, pour eux, cette situation est synonyme de suppression de postes et de fermeture d'antennes locales du Trésor. Afin de mieux informer ces agents, la DGFIP a décidé d'organiser des réunions sur le plan national, accompagnées d'une distribution de plaquette. L'objectif étant d'impliquer ses agents à son lancement. Or, la section locale de la CGT et sa secrétaire générale Claude Mas estiment que cette campagne de communications n'est qu'une propagande pour mieux faire avaler la pilule avant de procéder à des suppressions de poste en masse. D'autant plus que les moyens mis en œuvre étonnent les syndicalistes. En effet, entre la location de salles en extérieur et la publication de 140.000 plaquettes, on reproche à la DGFIP de se comporter de manière particulièrement dispendieuse avec l'argent public. Ainsi, la

CGT Trésor lance un appel au boycott de ces réunions (facultatives) fortement conseillées par ailleurs par les chefs de service.

Un réel progrès pour d'autres

Evidemment, du côté de la direction, le son de cloche est différent. D'après Marie-Hélène Herou-Desbiolles, directrice départementale de la direction des services fiscaux d'Aix, l'usager y gagnera en transparence et ses démarches seront facilitées par le concept du guichet unique. Certes. En revanche, aucun problème au niveau emploi et au niveau du service public de proximité, rien ne sera fermé. Il s'agit de réformer de manière structurelle l'ensemble des services et tout le monde y trouvera son compte. Mais au vu des autres fusions en cours, on pense notamment au Pôle emploi, pas sûr justement que le compte y soit. De toute manière, la politique du gouvernement envers la Fonction Publique est simple : un remplacement sur deux n'est pas effectué, et au niveau des services fiscaux, le taux de remplacement est déjà abaissé à 45% avant même cette fusion. Les agents redoutent donc un double effet redoutable.

DS

Impôts : une restructuration qui fait des vagues

Les personnels dénoncent la fusion entre les directions des impôts et du Trésor.

La révision générale des politiques publiques présentée hier à Epinal par Maryse Devaux, directrice des services fiscaux, est loin de faire l'unanimité parmi les personnels concernés. Face à ce qu'ils considèrent comme un diktat de Bercy, les syndicats s'opposent à une réforme se traduisant dans les faits par le regroupement au sein d'une même entité des directions générales des impôts et du Trésor. Aux dires de Patrice Fy, secrétaire départemental du SNUI-Sud-Trésor, cette mesure entérinée en octobre 2007, "vise directement

l'emploi." Au niveau des Vosges, le responsable syndical parle de 21 suppressions de postes pour les deux directions. "Après la disparition de 55 emplois aux impôts entre 2004 et 2009, nous sommes aujourd'hui dans une logique de casse du service public", précise Eric Camus au nom du SNADGI-CGT.

Preuves à l'appui, Patrice Fy, argumente. "Notre hiérarchie refuse de nous entendre, alors qu'elle a déjà fermé les bureaux du cadastre à Saint-Dié et Remiremont. Dans le même temps, nous nous interrogeons sur l'avenir des petits postes

comptables dans les Trésoreries. C'est le statut des personnels qui est remis en question. Nous demandons donc l'arrêt immédiat de la révision des politiques publiques."

La grogne pourrait monter d'un cran au cours des prochaines semaines. Lors de la manifestation du 29 janvier à Epinal, 67 % de fonctionnaires des impôts avaient cessé le travail. 61 % étaient en grève le 19 mars dernier.

Des chiffres record, qui préfigurent une très forte mobilisation à l'occasion du rassemblement du 1er mai à Saint-Dié.



Les représentants syndicaux du SNUI-Sud et du SNADGI-CGT s'opposent à toute restructuration à la direction générale des finances publiques.